

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 22/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE SAS

38 avenue Jean Jaurès
78440 GARGENVILLE

Réf.:D-00652-2022
Code AIOT : 0006402732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2022 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE SAS implanté ZA Notre Dame des plans RN7 84430 MONDRAGON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE SAS
- ZA Notre Dame des plans RN7 84430 MONDRAGON
- Code AIOT : 0006402732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez ORGANIQUE exploite une installation de compostage de boues de station d'épuration (urbaines et industrielles). L'installation a été mise en service fin 2006. La capacité nominale de traitement est de 32 000 t/an de boues de STEP, d'une siccité comprise entre 15 et 25 %.
La quantité maximale de production de compost est limitée à 190 t/j.

Les activités de cet établissement qui relèvent du régime de l'autorisation environnementale sous les rubriques n°2780-2-a et n°3532 sont réglementées par l'arrêté du 27 février 2012 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à la précédente inspection du 15/04/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	Zone de dépotage du sulfate d'ammonium	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.5.7
8	Espacement entre les andains en zone de maturation	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 8.2.4.1
9	Affichage substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.5.2
10	Entretien de la voirie	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.3.1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Mise en place d'une traçabilité du suivi de la température des andains	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 8.2.4.1
2	Affichage à l'extérieur du plan de zonage des risques	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.2.2
3	Réparation des 2 extracteurs de fumée HS	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.3.2.3
4	Vérification externe des installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.3.4
5	Vérification du contrôle du débit simultanée des 2 poteaux	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.6.4
6	Correction de la consigne relative à l'isolement permanent du réseau EP	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.6.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a donné suite aux remarques et demandes d'actions correctrices formulées lors de la visite d'inspection en date du 15/04/2021. En effet, il dispose bien d'une traçabilité du suivi de la température des andains en fermentation (suivi informatique et archivage papier), il a effectué un affichage du plan de zonage des risques et des plans d'implantation des extincteurs et RIA dans chacun des locaux, et il a corrigé la consigne relative à l'organisation des secours (isolement du réseau des eaux pluviales). De plus, il a procédé à la réparation des extracteurs de fumée en toiture qui étaient hors service et il a fait contrôler le débit en simultanée des 2 poteaux incendie. Enfin, il a réalisé une vérification complète des installations de protection contre la foudre par l'APAVE et les non-conformités relevées ont été levées par l'intervention de SPIE dont la dernière date du 15/12/2022.

Toutefois lors de la visite terrain, 4 nouveaux points de non-conformité par rapport à l'arrêté préfectoral du 27/02/2012 modifié ont été relevés :

- la surface de l'aire étanche de la zone de dépotage du sulfate d'ammonium qui semble insuffisante,
- l'espacement entre les andains en zone de maturation,
- l'étiquetage de la cuve de stockage de l'acide sulfurique qui est absent,
- l'état d'une partie de la voirie qui est abîmée (fissures et début de nids de poule).

Ces non-conformités sont susceptibles de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'une traçabilité du suivi de la température des andains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et suivi de la qualité du compost
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 15/04/2021
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. [...] L'exploitant tient à jour un document de suivi par lot [...] Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document : - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ; - mesures de température [...] Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans. [...]</p>
<p>Constats : Par mail du 28/05/2021, l'exploitant a répondu à l'Inspection qu'« <i>il avait rajouté dans son fichier relatif aux suivis des fabrications deux colonnes :</i> - « Tunnel en fermentation » qui désigne le tunnel constituant la fabrication - « Date de lancement du tunnel » qui désigne la date à laquelle le cycle de fermentation débute. <i>Les courbes de températures sont stockées dans la supervision, par tunnels et dates des débuts des lancements des cycles de fermentation.</i> <i>Avec ces deux données supplémentaires dans ce fichier de suivies, on peut identifier aisément les tunnels qui ont constitué le lot et obtenir chacune des dates de lancement.</i> <i>A chaque fin d'un cycle de 14 jours/tunnel, sera imprimé, exploité et archivé, la courbe des températures.»</i></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un classeur de suivi journalier des températures par tunnel. Il y a donc bien une traçabilité du suivi de la température des andains en fermentation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Affichage à l'extérieur du plan de zonage des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonages internes à l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 15/04/2021
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats : Deux panneaux dénommés « Plan des risques -Mondragon » ont bien été affichés à l'extérieur sur le site : un panneau a été positionné sous le préau menant à la cuisine tandis que l'autre panneau a été apposé sur le mur situé à gauche des escaliers d'accès aux bureaux administratifs (voir planche photographique). L'implantation des poteaux incendie figure également sur ces plans comme demandé lors de la dernière visite d'inspection du 15/04/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réparation des 2 extracteurs de fumée HS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 15/04/2021
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être conformes aux normes en vigueur et être adaptés aux risques particuliers de l'installation.
Constats : L'exploitant remet à l'Inspection des copies du devis (13 avril 2021), du bon de commande (27/04/2021) et de la facture (08/11/2021) pour la remise en état du système de désenfumage naturelle par remplacement des 2 exutoires pneumatiques canton n°1. La réparation a été effectuée par la société Uxello Méditerranée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification externe des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 15/04/2021
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. Une analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, l'exploitant est tenu de faire réaliser une étude technique qui définit précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Les moyens de prévention et/ou de protection définis en conséquence sont installés dans un délai de deux ans suivant la remise de l'analyse du risque foudre, notamment en ce qui concerne les EIPS (Équipements Importants Pour la Sécurité) qui doivent être protégés par des parafoudres adaptés.
Constats : L'exploitant remet à l'Inspection une copie de la première vérification complète foudre réalisée par l'APAVE en date du 30/07/2021. Ce rapport fait état de 3 non-conformités : <ul style="list-style-type: none">• capoter les câbles électriques avec une enveloppe métallique (NC01),• protéger les parafoudres par disjoncteurs ou fusibles suivant les préconisations du constructeur (NC02),• réinstaller les parafoudres sur l'alimentation et la liaison de l'armoire automate SOFFREL du local TGBT et à adapter au signal utilisé (NC03). Depuis ce rapport et au jour de l'inspection, 1 non-conformité (NC02) a été levée par l'intervention de SPIE et des travaux sont en cours par SPIE pour lever la non-conformité NC01. Enfin, par courriel du 15/12/2022, l'exploitant a transmis le rapport de l'APAVE, complété du tampon et signature du technicien de SPIE, pour la levée de la NC03. Le capotage est toujours en cours de réalisation par SPIE (NC01); l'exploitant s'est engagé à informer l'Inspection de la finalisation des travaux (mail du 20/12/2022). Pour information, un deuxième paratonnerre a été installé lors de la fermeture du bâtiment de maturation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vérification du contrôle du débit simultanée des 2 poteaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 15/04/2021
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose à minima de : - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel comprenant deux poteaux incendie normalisés et dont le débit simultané doit être supérieur à 240 m ³ /h Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Leur emplacement doit être validé par les services du SDIS. [...]
Constats : L'exploitant remet à l'Inspection une copie du contrôle du débit en simultané des 2 poteaux incendie réalisé par la société DESAUTEL en date du 02/11/2021. Le rapport d'intervention mentionne en simultané les éléments suivants : - Poteau 1 (débit max en m ³ /h) : 176 et 156 à 1 bar - Poteau 2 (débit max en m ³ /h) : 167 et 153 à 1 bar - Total des 2 poteaux: 343 m ³ /h et 309 m ³ /h à 1 bar L'exploitant répond donc à la prescription de l'arrêté préfectoral qui stipule l'obligation d'avoir un débit simultané supérieur à 240 m ³ /h. Les extincteurs et RIA sont bien mentionnés sur des plans affichés dans chaque locaux (voir planche photographique).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Correction de la consigne relative à l'isolement permanent du réseau EP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 15/04/2021
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment, en complément de l'article 7.4.1 : - [...], - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : L'exploitant a bien modifié sa consigne relative à l'organisation des secours sur le point concernant l'isolement en permanence du réseau des eaux pluviales. En effet, la consigne présentée et dénommée « Organisation des secours (incendie, déversement) – Exploitation » mentionne en page 7 de « s'assurer que la vanne guillotine de la lagune pluviale soit bien fermée ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Zone de dépotage du sulfate d'ammonium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Transports - Chargements - Déchargements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. [...]. Ces prescriptions sont notamment applicables aux aires de dépotage d'acide et de carburant.[...] En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. [...]
Constats : Le chargement du sulfate d'ammonium s'effectue sur une aire étanche (zone carrelée) qui semble sous-dimensionnée. L'exploitant justifiera de la conformité de cette aire étanche et des aménagements prévus pour la récupération des fuites éventuelles dans cette zone de dépotage. Il doit également rédiger une consigne en cas d'accident lors de l'opération de chargement du camion. L'analyse de conformité et la consigne sont à transmettre à l'Inspection sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Espacement entre les andains en zone de maturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. [...]
Constats : Les andains dans la hall de maturation se chevauchent. L'exploitant doit veiller à entreposer les lots de manière séparés conformément à l'article 8.2.4.1 de l'AP du 27/02/2012.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Affichage substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.5.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage des substances et préparations dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : La cuve de stockage d'H ₂ SO ₄ (acide sulfurique) ne possède pas l'étiquetage réglementaire lié aux substances et préparations dangereuses. L'inspection a constaté que l'exploitant dispose des affiches. Il doit apposer ces dernières dans un délai de 10 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entretien de la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. [...]
Constats : La voirie située entre les bâtiments et la zone de stockage des déchets verts est en partie abîmée (fissures et début de nids de poule). L'exploitant a programmé la réparation de cette voirie pour cette fin d'année.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Planche photographique – VI du 28/11/2022
SUEZ ORGANIQUE



Panneau n°1 d'identification des risques apposé sur le mur situé à gauche des escaliers d'accès aux bureaux administratifs



Panneau n°2 d'identification des risques apposé sous le préau menant à la cuisine



Plan d'implantation des extincteurs et RIA du bâtiment administratif



Plan d'implantation des extincteurs et RIA du bâtiment « zone de process » (côté ouest)



Plan d'implantation des extincteurs et RIA du bâtiment « zone de process » (côté est)



22Plan d'implantation des extincteurs et RIA du bâtiment « zone de maturation » (côté ouest)

